

LA FRANCE EN OTAGE

jeudi 17 avril 2008



Une bande de pirates très organisée a fait main basse sur la France, la dépouillant ainsi de ses dernières richesses : qualité de l'éducation, de la couverture médicale, judiciaire et militaire. Alerte au coulage intensif !



Depuis quelques semaines, les réformes se succèdent à une vitesse impressionnante, asphyxiant les Français chaque jour un peu plus. Le gouvernement Fillon a décidé de faire des économies sans avoir le courage de dire qu'il instaure un véritable plan de rigueur. Prodigue avec les nantis, pingre avec les plus démunis, voilà la ligne de conduite budgétaire qu'il semble s'être fixé.

Après avoir accordé plus de 15 milliards d'euros de réductions fiscales aux ménages les plus aisés, le président de la République démantèle une à une toutes les branches sociales, qui subissent de sévères amputations.

Des branches qui ont pourtant fait la valeur qualitative de notre société : éducation nationale d'un bon niveau pour une population si diversifiée, couverture médicale amoindrie pour tous qui met les plus fragiles et dépendants dans une situation journalière difficile, réduction des allocations familiales, suppression d'emplois de fonctionnaires alors que le chômage fait toujours des ravages dans les rangs des actifs...

L'Etat, premier employeur de France, ne semble pas vouloir donner l'exemple à l'embauche !

Une augmentation de 9,5% du gaz depuis décembre, un RSA [1] moribond avant même d'avoir vu le jour, une RGPP [2] qui se traduira par le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux soit 35.000 suppressions de postes alors

que l'Etat se défausse parallèlement de toutes ses responsabilités sociales sur les collectivités locales, une dette qui a explosé de 10 points de PIB de 2002 à 2007 pour atteindre 1.209 milliards d'euros, une économie réalisée de 5 milliards d'euros sur le dos de la Sécurité sociale via le non remboursement "d'un certain nombre de soins", 50,3 milliards d'euros de déficit public, des chômeurs stigmatisés [3], des heures supplémentaires véritable leurre superfétatoire , on en passe...

Dans l'expression de ses choix ministériels, le gouvernement semble vouloir disposer de l'argent du contribuable à son seul détriment. Rappelons tout de même à notre Président que le pouvoir dont il est dépositaire n'est pas dictatorial mais électoral, et certainement pas immuable...

[1] Revenu de solidarité active

[2] Révision générale des politiques publiques

[3] « *Pendant les six premiers mois, le chômeur serait tenu d'accepter tout emploi en conformité avec sa formation, ses qualifications, son salaire, sa vie familiale, etc., sans que ceux-ci donnent lieu à des critères chiffrés. Mais la donne changerait radicalement au bout de six mois. Ce délai écoulé, le chômeur devrait accepter tout emploi requérant moins de deux heures de transport par jour et rémunéré, par exemple, au moins 70% de son salaire antérieur.* »